

LES DÉTERMINANTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS INFORMELS OUAGALAIS EN PLEINE MUTATION : LE CAS DE POLESGO

ROUAMBA Songanaba

Département de Géographie, Université Norbert ZONGO (Koudougou) ;
Laboratoire d'Études et de Recherches sur les Milieux et les Territoires
(LERMIT), Université Joseph KI-ZERBO

RESUME

Les populations des quartiers informels de Ouagadougou sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. En effet, le processus d'étalement de la ville favorise l'émergence de ces quartiers informels qui colonisent les terres agricoles environnantes. Près de 25% de la population, majoritairement pauvres, habitent dans ces quartiers où l'accès à l'alimentation devient incertain. Dans un contexte où le sujet de l'insécurité alimentaire dans les villes demeure peu traité avec une documentation disparate et peu abondante, cet article vise à analyser les déterminants de l'insécurité alimentaire à Polesgo, un quartier informel de Ouagadougou.

Pour la méthodologie, une collecte, un traitement et une analyse des données quantitative et qualitative à l'aide d'outils appropriés ont été effectués. L'usage des outils SIG et Excel ont permis de traiter et d'analyser les données cartographiques et statistiques. Les items de la FAO ont permis d'analyser les niveaux et les déterminants de l'insécurité alimentaire et d'appréhender les réponses des ménages.

Les principaux résultats montrent que l'insécurité alimentaire est devenue le quotidien des habitants de Polesgo et que 3/5 ménages vivent une insécurité alimentaire. Les déterminants de cette insécurité alimentaire sont conjoncturels et structurels. Le pouvoir d'achat est très faible, 77,5% des ménages ont un revenu mensuel inférieur à 25 000 FCFA. Or les prix des céréales sur les marchés ont beaucoup fluctué cette décennie. Face à cette situation, les populations s'adaptent à travers l'élevage, les activités génératrices de revenus, la rationalisation des dépenses familiales. Toutefois, ces adaptations restent ponctuelles, à court terme et surtout tributaires des situations financières des ménages.

Mots-clés : Déterminants-insécurité alimentaire-quartiers informels-Polesgo-Ouagadougou

ABSTRACT

Determinants of food insecurity in the changing informal neighborhoods of Ouagadougou : the case of Polesgo

The populations of Ouagadougou's informal neighbourhoods are vulnerable to food insecurity. Indeed, the process of urban expansion favours the emergence of these informal neighbourhoods that colonise the surrounding agricultural land. Nearly 25% of the population, mostly poor, live in these neighbourhoods where access to food becomes uncertain. In a context where the subject of food insecurity in cities remains little addressed with disparate and scarce documentation, this paper aims to analyze the determinants of food insecurity in Polesgo, an informal neighbourhood in Ouagadougou.

For the methodology, quantitative and qualitative data collection, processing and analysis using appropriate tools were carried out. The use of GIS and Excel tools made it possible to process and analyse cartographic and statistical data. The FAO items made it possible to analyse the levels and determinants of food insecurity and to apprehend household responses.

The main results show that food insecurity has become the daily life of the inhabitants of Polesgo and that 3/5 households are food insecure. The determinants of this food insecurity are conjunctural and structural. Purchasing power is very low; 77.5% of households have a monthly income of less than 25,000 CFA francs. However, cereal prices on the markets have fluctuated considerably over the last decade. Faced with this situation, people are adapting through livestock rearing, income-generating activities and the rationalization of family expenditure. However, these adjustments remain ad hoc, short-term and, above all, dependent on household financial situations.

Keywords: *Determinants-food insecurity-informal neighborhoods-Polesgo-Ouagadougou*

INTRODUCTION

Depuis le début des années 2000, les outils, les protocoles et les dispositifs régissant la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles ont sensiblement évolué. Ils sont postérieurs à des épisodes de crises désastreuses (Janin P., 2015). Malgré ces progrès accomplis en matière de gestion et de prévention des crises alimentaires, les pays de l'Afrique de l'Ouest traversent des crises alimentaires qui sont d'ordre conjoncturel et structurel (CILSS, 2008). En effet, la vulnérabilité alimentaire des populations est imputable de prime abord à divers facteurs, notamment les programmes d'ajustement structurel, l'urbanisation galopante, les problèmes climatiques, l'insuffisance du revenu monétaire des ménages qui empêche les populations urbaines et rurales d'avoir un régime alimentaire suffisamment diversifié.

LES DÉTERMINANTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS INFORMELS OUAGALAIS

Ces différentes crises ont augmenté de façon considérable le nombre de personnes sous-alimentées au sein de la population de l'Afrique subsaharienne. Une personne sur trois est exposée à un déficit alimentaire moyen de 300 kg/calories par jour pour une norme de 2 400 kg/calories, tant en milieu urbain qu'en milieu rural (FAO, 2006). En effet en Afrique, le nombre de personnes sous-alimentées est passée de 181,7 millions entre 1990-1992 à 232,5 millions au cours de la période 2014-2016 (FAO, 2015). La disponibilité alimentaire quotidienne moyenne par individu reste toujours en deçà du seuil minimal, malgré un recours croissant des États africains à l'aide alimentaire délivrée par le Programme Alimentaire Mondiale (PAM).

Dans leurs tentatives de réponses à ce fléau qu'est la faim, décideurs politiques, chercheurs et développeurs ont focalisé pendant des années leurs actions sur le milieu rural qui pour eux, regorge de personnes vulnérables sur le plan alimentaire. Ainsi, la plupart des documents en rapport avec le sujet, traitent de la question de la sécurité alimentaire en milieu rural alors que les citadins sont également exposés à l'insécurité alimentaire liée à des facteurs d'ordre structurel et conjoncturel (absence de banques de céréales, instabilité des prix, problèmes économique et social, variabilité climatique, problèmes environnementaux, etc.).

En effet, depuis l'année 2005, les manifestations contre la vie chère dans des nombreuses capitales dont Ouagadougou, ont montré une nouvelle dimension spatiale de la faim : la faim en milieu urbain. Il apparaît désormais que l'insécurité alimentaire n'est plus l'apanage du seul milieu rural. Elle est devenue une préoccupation majeure en milieu urbain (CILSS, 2008). Le niveau de la sécurité alimentaire reste bas en Afrique et plus précisément en Afrique de l'Ouest aussi bien en milieu rural que dans les villes. Or, le rythme d'urbanisation y est très élevé et la population urbaine s'élève actuellement à 472 millions d'habitants, et va doubler au cours des 25 prochaines années pour atteindre un milliard d'habitants en 2040. Et dès 2025, les villes africaines abriteront 187 millions d'habitants supplémentaires (Banque Mondiale, 2017). Les populations urbaines n'ont pas toujours accès à l'alimentation dans un contexte de croissance urbaine de plus en plus prépondérante. Des études de la banque mondiale réalisées en 2000 montrent que 71% des pauvres vivaient en campagnes, contre 29 % en milieu urbain. Les pauvres survivent avec moins d'un dollar par jour, ce qui ne permet pas d'atteindre les 2400 kg/calories par jour (Gheri G., 2005).

A Ouagadougou, principale ville du Burkina Faso, le phénomène de rurbanisation entraîne une extension de la ville avec pour corollaire l'émergence de quartiers informels. Dans ces quartiers précaires se concentrent environ 25% de la population de la capitale où les conditions

d'accès à l'alimentation semblent de plus en plus problématiques (Carine F., 2017). Ainsi, dans certains quartiers de la ville de Ouagadougou en particulier les quartiers non lotis, l'insécurité alimentaire semble s'installer dans le quotidien de ces populations. Quels sont alors les facettes de l'insécurité alimentaire à Polesgo ? Dans le souci de mieux appréhender cette problématique, l'hypothèse selon laquelle, les populations de Polesgo sont en insécurité alimentaire est formulée. Dans un contexte où la question de l'insécurité alimentaire dans les villes reste peu abordée, notre étude se propose d'analyser l'insécurité alimentaire dans le quartier Polesgo, un quartier périphérique de la ville de Ouagadougou. Cet article est structuré en deux parties : la première partie décrit le cadre géographique de la recherche et expose la méthodologie adoptée ; la deuxième partie quant à elle, présente les résultats obtenus.

1. CADRE GEOGRAPHIQUE ET METHODOLOGIQUE

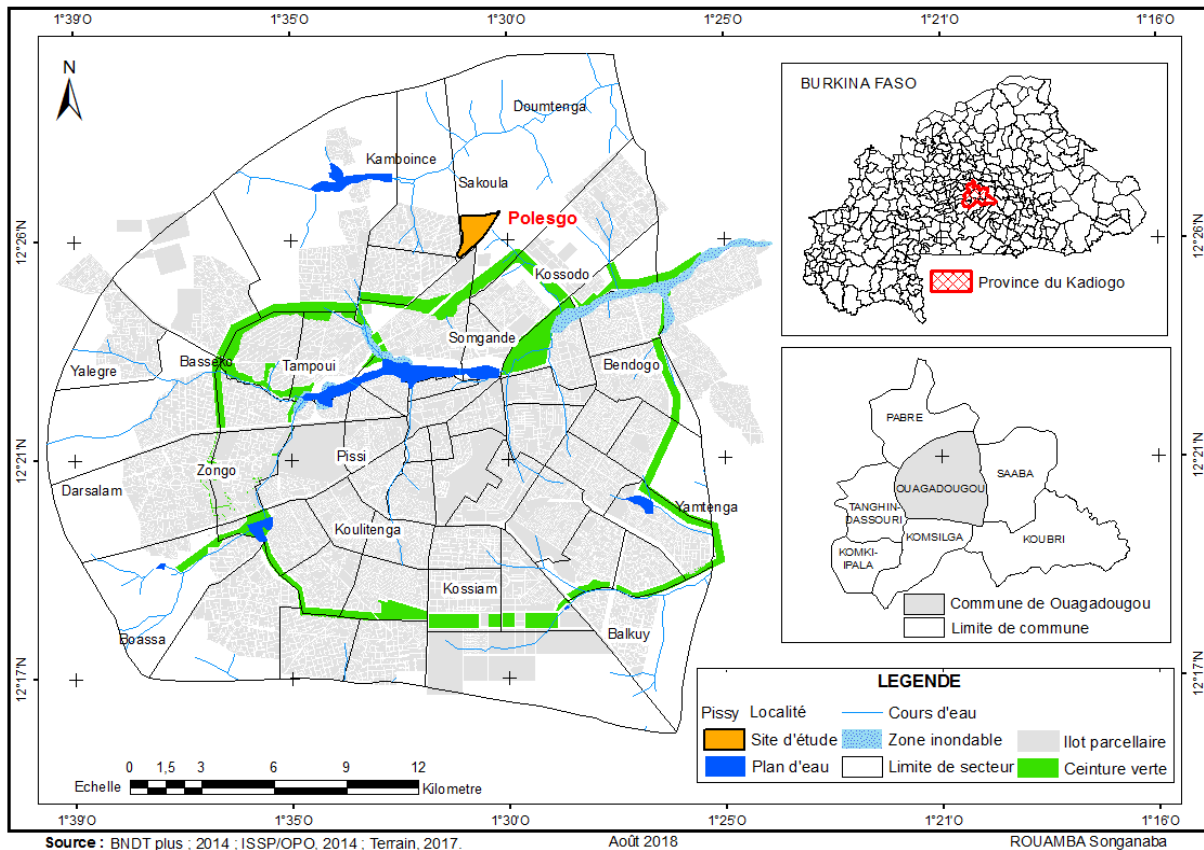
1.1. Présentation de la zone d'étude

Le quartier Polesgo se trouve à la périphérie nord de la ville de Ouagadougou, à une dizaine de kilomètres du centre, au-delà de la ceinture verte qui enserre l'agglomération urbaine (figure 1). Dans le découpage actuel de la Commune de Ouagadougou, Polesgo est rattaché à l'Arrondissement de Nongr-Mâasom (Arrondissement 4) et fait partie du Secteur 20. Le choix de ce quartier est dû au fait qu'il était un ancien village de Ouagadougou avec l'agriculture comme activité principale. Aujourd'hui, cet espace agricole est rapidement englouti par la ville à partir des années 2000 et colonisé par l'habitat précaire. Ainsi depuis les inondations de 2009 à Ouagadougou, Polesgo a reçu un flux important de populations venues des quartiers sinistrés avec un taux d'accroissement de 8,3 % l'an (Rouamba S., 2017).

Le quartier Polesgo est bordé au sud-ouest, par le centre de traitement et de valorisation des déchets de la ville de Ouagadougou et par le cimetière de Tuudbweogo, situés de part et d'autre de la route d'accès au centre-ville. Il est limité au sud-est par la ceinture verte et la zone industrielle de Kossodo et au nord et à l'ouest par des terres agricoles. Polesgo couvre une superficie de 134,96 ha (1,35 km²) abritant environ 3 600 ménages, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH, 2006).

LES DÉTERMINANTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS INFORMELS OUAGALAIS

Figure 1 : La localisation de la zone d'étude



1.2. Méthode

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de ce travail est basée sur l'exploitation des données qualitatives et quantitatives collectées. Elle s'articule autour d'une revue de littérature, d'une collecte de données primaires et secondaires, d'un traitement et d'une analyse des informations recueillies. Les outils de collecte sont entre autres le questionnaire, les guides d'entretien, des observations directes et le score d'insécurité alimentaire (SIA). Ces différents outils ont servi à collecter des données quantitatives et qualitatives auprès de 120 ménages choisis aléatoirement. En plus, des entretiens ont été réalisés auprès de plusieurs personnes ressources (autorités locales de Polesgo, agents et conseillers municipaux de l'arrondissement de Polesgo et autorités coutumières et religieuses de ladite localité).

Le score d'insécurité alimentaire a été construit à partir des réponses à neuf questions d'un questionnaire standardisé portant sur le vécu du ménage en termes d'insécurité alimentaire, selon la méthode préconisée par FANTA (Technique d'Assistance en Nutrition et Alimentation) (Anne S. et Paula B., 2007). Le répondant était la personne principalement en charge de l'alimentation dans le ménage. Pour chaque réponse, un score est attribué en fonction de la fréquence avec laquelle l'évènement correspondant a été vécu par le ménage au cours des mois précédent : 0 (jamais), 1 (rarement), 2 (parfois) ou 3 (souvent). Le SIA correspond à la somme des scores attribués aux neuf questions et varie donc de 0 à 27 ; « 0 » correspondant à une situation où aucune insécurité alimentaire n'a été ressentie par le ménage et « 27 » traduisant une insécurité maximale, dramatique. La catégorie d'insécurité alimentaire pour chaque ménage est attribuée selon la grille proposée par FANTA (tableau I).

Tableau I : Classification de l'insécurité alimentaire selon la méthode FANTA

	0. Jamais	1. Rarement	2. Parfois	3. Souvent
Inquiétude concernant l'alimentation				
Aliments préférés non consommés				
Monotonie quotidienne				
Consommation d'aliments évités				
Diminution des quantités				
Diminution du nombre de repas				
Coucher en ayant faim				
Rien à manger dans la maison				
Jeûn toute une journée				

	Sécurité alimentaire		Insécurité alimentaire moyenne
	Insécurité alimentaire faible		Insécurité alimentaire sévère

Source : Adapté de Anne S. et Paula B. (2007)

La catégorie dans laquelle est classé un ménage correspond à la catégorie la plus précaire identifiée par au moins une réponse à l'une des questions. Autrement dit, un ménage est classé en « sécurité alimentaire » si toutes les réponses sont dans des cases vertes ; il est classé en « insécurité alimentaire faible » si une réponse au moins est dans une case jaune, sans qu'aucune ne soit dans une case orange ou rouge, et ainsi de suite.

Une échelle de stratification des différentes stratégies d'adaptation (survie) est aussi construite selon la méthode FANTA. Ces différentes stratégies de survie sont fonction des niveaux d'insécurité dans lesquelles se trouvent les ménages. On distingue quatre niveaux différents de sévérité des stratégies de survie. L'utilisation de ces stratégies permet de dégager le niveau des risques des ménages à travers les stratégies dites de niveau 1, 2, 3 et 4. Ainsi, plus le

LES DÉTERMINANTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS INFORMELS OUAGALAIS

ménage fait recours aux stratégies de niveau 4, plus il est exposé dans une situation d'insécurité alimentaire où la réversibilité est difficile. A l'inverse, plus le ménage utilise les stratégies de niveau 1 et 2, plus la probabilité de réversibilité sera forte. Ces différentes stratégies se présentent comme suit :

- **Les stratégies de survie de niveau 1** : ce sont les stratégies les plus couramment utilisées par les ménages à risque ou en insécurité alimentaire. Elles se traduisent par la consommation des aliments moins préférés et la diminution de la ration alimentaire. Les stratégies de niveau 1 présentent un risque faible sur l'érosion des moyens de subsistance.
- **Les stratégies de survie de niveau 2** : ce sont des stratégies utilisées par les ménages en insécurité alimentaire. Elles regroupent les stratégies suivantes : achat de la nourriture à crédit, l'exode inhabituel. Ces stratégies présentent un risque moyen à l'érosion et à l'ébranlement des moyens de subsistances.
- **Les stratégies de survie de niveau 3** : les stratégies de niveau 3 concernent l'ensemble des ménages qui sont confrontés à une insécurité alimentaire. Il s'agit de limiter la consommation des adultes au profit des petits, de faire manger les membres actifs du ménage aux dépens des inactifs. Ces stratégies préservent les conditions de vie des enfants et des actifs, à l'inverse, elles dégradent celles des adultes et des inactifs. Ce qui montre que l'insécurité alimentaire est différemment vécue à l'échelle des ménages.
- **Les stratégies de survie de niveau 4** : elles constituent les stratégies de détresse les plus dangereuses. Ce sont notamment la vente des biens de production, se passer des services sanitaires, passer la nuit ou la journée sans manger. Ces stratégies minent les moyens de subsistance, l'état nutritionnel et augmentent la vulnérabilité à long terme.

Les données secondaires et primaires collectées ont été traitées et analysées. Le traitement de ces différentes informations a mobilisé un certain nombre de logiciels. Il s'agit de QGIS2.18, pour le traitement des informations géographique et spatiales pour la réalisation des cartes ; le logiciel Excel a été utilisé pour le traitement statistique des données et pour réaliser des tableaux et des graphiques. Le logiciel Word a servi pour la rédaction de l'article. Les principaux résultats s'articulent autour des points suivants : les caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire, les déterminants de l'insécurité alimentaire des ménages à Polesgo, leur niveau d'insécurité alimentaire et les stratégies de réponse qu'ils développent.

2. RESULTATS ET DISCUSSION

2.1. Le niveau d'insécurité alimentaire des ménages à Polesgo

Les résultats d'analyses faites sur la base de neuf items dans un questionnaire standardisé selon la méthode préconisée par FANTA, montrent que l'insécurité alimentaire est devenue le quotidien des habitants de Polesgo et 3/5 ménages vivent une insécurité alimentaire. En effet, l'analyse du niveau de l'insécurité alimentaire à Polesgo a permis de faire ressortir le comportement des ménages en ce qui concerne les indicateurs d'insécurité. En effet, la question du souci d'accès à l'alimentation est un sentiment qui anime une grande partie de la population du quartier de Polesgo. Ainsi, concernant l'inquiétude d'accès à l'alimentation, 57,3% des ménages vivent ou ont déjà vécu ce stress. Pour la consommation d'aliments non préférés, 58% des ménages optent parfois ou souvent pour des produits alimentaires moins chers et plus accessibles et pas forcément préférables. Le plus souvent, la proportion des populations qui consomme un seul aliment de façon répétée (une monotonie alimentaire) est non négligeable : 77% ont connu cette situation et 22% vivent la monotonie alimentaire de façon récurrente. Il en est de même pour la consommation des aliments évités : dans le cas spécifique de Polesgo, 21,7% des ménages l'ont vécu de manière récurrente. Parmi les indicateurs d'insécurité alimentaire dans la méthode FANTA, on note aussi la diminution de la quantité et du nombre de repas. A ce niveau, 44,2% des ménages diminuent les quantités de nourriture quand l'accès à l'alimentation devient problématique pour eux et 83,3% diminuent le nombre de repas, passant de trois à un seul repas par jour. Au pire des cas, certaines familles vont au lit en ayant faim (50%) ; il arrive aussi que des ménages ne disposent pas de nourriture (50%) et d'autres sont obligés de jeûner toute la journée, 23% des ménages vivent de manière récurrente cette situation. Une mise en relation entre la fonction du chef de ménage et l'insécurité alimentaire montre que les ménages les plus touchés par le phénomène sont ceux dont le chef travaille principalement dans le secteur informel. On note aussi que les ménages les plus vulnérables (67 % des cas) sont ceux qui ont de plus grands effectifs. En effet, il ressort des analyses que les ménages qui connaissent des pénuries de nourriture représentent 69,2 %. Parmi ces ménages, 67 % d'entre eux comptent plus de 5 membres chacun. Dans ces ménages à effectif élevé (44 %), les membres vont parfois au lit sans avoir mangé. Ces résultats sur la sécurité alimentaire dans le quartier Polesgo de Ouagadougou, justifie les propos de la FAO, (1999) et de Janin P., (2006), qui disent que dans les villes ouest africaines, les populations des quartiers informels sont vulnérables au plan alimentaire.

2.2. Les caractéristiques socioéconomiques des ménages en insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire s'aperçoit dans ce quartier à travers les caractéristiques des ménages et leur niveau d'insécurité. Certains ménages présentent des caractéristiques qui les prédisposent à des difficultés d'accès à une alimentation suffisante. Ainsi, le statut du chef de ménage pourrait indiquer le niveau d'insécurité alimentaire au sein du ménage. A Polesgo, 7,5% des ménages sont gérés par des femmes divorcées ou veuves. Pour Dofini D. A. (2018), elles sont pour la plupart abandonnées ou chassées avec leurs enfants par leurs belles familles : « *J'ai perdu mon mari et ma belle-famille m'a chassée. C'est pourquoi je suis venue m'asseoir ici avec mes enfants* » (propos de K. M., chef de ménage veuve, août 2017). Pour cet auteur, à l'image de cette mère veuve, les femmes solitaires dans la gestion de leur famille, n'arrivent pas à supporter les dépenses du foyer en l'occurrence l'accès consécutive à l'alimentation. C'est ce qui amène la FAO (1999) à dire que dans le contexte de la ville où l'accès à l'alimentation constitue une problématique, les veuves ou les mères célibataires ayant des enfants en charge, font partie des couches sociales vulnérables.

Une autre caractéristique d'insécurité alimentaire non moins importante caractérise les ménages à Polesgo. Il s'agit du niveau d'instruction des chefs de famille : plus de la moitié (54,2%) d'entre eux sont sans niveau d'instruction et 30 % ont un niveau très faible (primaire). Cette situation constitue un handicap majeur pour l'économie familiale, car avec un tel niveau d'instruction, les chefs de ménages (84,2%) éprouveront des difficultés pour obtenir des emplois décents à même de subvenir adéquatement aux besoins alimentaires de leurs familles. D'ailleurs les différentes activités principales menées témoignent de la précarité de cette économie locale : 87,5% des chefs de ménages travaillent dans le secteur informel (le petit commerce, la soudure, la maçonnerie, la menuiserie, l'artisanat alimentaire, etc.), 12,5 % dans l'agriculture, 7,5% sont des fonctionnaires et 4,2% travaillent dans le gardiennage. En plus, la population de Polesgo est assez hétérogène, (74,2%) des ménages sont des migrants.

Si le caractère hétérogène de la population témoigne un brassage et une richesse culturels, une forte proportion de migrants selon Dofini D. A. (2018), peut avoir un effet négatif sur la cohabitation sociale et rendre difficile les interventions des partenaires au développement ainsi que l'assistance sociale au sein du quartier. En effet, d'après nos recherches sur le terrain, les populations autochtones du quartier Polesgo sont généralement des membres d'une même famille et sont installés en blocs dans les différents secteurs du quartier. Cela est un avantage au renforcement de l'assistance sociale, contrairement à une

population à majorité migrante, parfois sans lien de parenté. En plus, la majeure partie des élus locaux, les leaders d'opinions, les chefs traditionnels, etc., viennent de la minorité autochtone. Ainsi, nombre de projets de développement et d'assistance passent par eux, ce qui ne permet pas parfois aux intervenants d'atteindre toutes les couches les plus vulnérables.

Le niveau socioéconomique des ménages a un impact sur leur capacité à satisfaire aux besoins alimentaires de leurs ménages. En effet, la nature des logements est un facteur indéniable pour une appréciation du niveau économique des ménages dans une localité. A Polesgo, 87,5% des ménages vivent dans des logements construits à base de matériaux précaires, le banco (matériaux en terre). Il en est de même pour la quasi-totalité des ouvrages d'assainissement (WC, toilettes), dont malheureusement 81,3 % des déchets évacués finissent dans les bancotières (fosses creusées par les populations pour extraire le banco) ou dans la rue. L'énergie utilisée dans ce quartier reste précaire : le mode de cuisson demeure traditionnel, 71 % des ménages utilisent le bois de chauffe et 40 % utilise des lampes torche à pile pour l'éclairage. La prédominance du banco dans les bâtisses, le mode d'élimination des déchets et la précarité de l'énergie utilisée témoignent du faible pouvoir d'achat des populations de Polesgo ; cette situation pourrait d'ailleurs impacter négativement sur leur sécurité alimentaire.

2.3. Les déterminants de l'insécurité alimentaire à Polesgo

L'insécurité alimentaire est une réalité à Polesgo et comme nous l'avons soulignée plus haut, elle touche 3/5 des ménages de ladite localité. En effet, de l'analyse des résultats, il ressort que 29 % des populations sont dans une vulnérabilité extrême contre 9% pour les non vulnérables, 33% pour la vulnérabilité moyenne tandis que 29% sont dans une situation de risque de vulnérabilité. Les déterminants de cette insécurité alimentaire sont à la fois conjoncturels et structurels, notamment le faible pouvoir d'achat des populations lié à la pauvreté, la quasi inexistance des aides structurelles et communautaires et une activité agricole agonisante (Dofini D. A., 2018).

Sur le plan socioéconomique, les déterminants de l'insécurité alimentaire sont variés dans cette partie de la ville de Ouagadougou. En effet, l'on constate au sein de la population une proportion importantes d'inactifs, 2/3 des membres des ménages. Or, les résultats d'enquêtes montrent que les inactifs constituent un véritable poids pour une autonomie alimentaire des ménages du quartier Polesgo, surtout quand on sait que ces derniers ont beaucoup de bouches à nourrir (six membres en moyenne par ménage). Qui plus est, l'on note une prédominance d'une frange importante des ménages à très faible pouvoir d'achat dans ce quartier : 77,5% des ménages ont un revenu mensuel inférieur à 25 000 FCFA. Cette faiblesse des revenus des

LES DÉTERMINANTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS INFORMELS OUAGALAIS

ménages se justifie à travers le niveau d'instruction des chefs de ménage, près de 83,2 % d'entre eux sont sans niveau ou ont un niveau d'instruction extrêmement bas (primaire ou alphabétisé). Avec de tels niveaux d'instruction, il est tout à fait légitime que les chefs de ménages soient confrontés à des difficultés d'accès à des emplois décents en ville. Pourtant, l'analyse des dépenses monétaires de ces ménages montre que les dépenses alimentaires occupent une place importante (42,6%). En plus, sur le plan conjoncturel, l'agriculture qui était la principale activité pourvoyeuse de vivres, n'occupe plus que 13% de la population du fait de la rurbanisation : l'espace occupé par le bâti a été multiplié par 27 en 12 ans.

En effet, les propos recueillis auprès des habitants du quartier, qui y résident depuis plus de 20 ans, montrent qu'il était non seulement une zone agricole peu peuplée, mais regorgeait aussi d'importantes ressources naturelles (Rouamba S., 2017). Actuellement, non seulement cet espace agricole est occupé par le bâti, mais aussi l'agriculture est marquée par les irrégularités pluviométriques et les ravageurs des cultures, en particulier les chenilles, qui amoindrissent les rendements. Les populations (les plus âgées) témoignent qu'avant les sècheresses des années 1970 et 1980, l'abondance et la régularité des pluies permettaient de faire de bonnes récoltes et les producteurs de céréales n'achetaient pas des vivres après les campagnes agricoles.

Mais de nos jours, les producteurs sont les plus affamés (Rouamba S., 2017). Au regard de ces résultats, sur le plan structurel, on note que presque 87 % des ménages de Polesgo sont des consommateurs (ils font plus recours au marché pour leur alimentation). Pourtant, ces ménages travaillent principalement dans le secteur informel (le petit commerce, la soudure, la maçonnerie, la menuiserie, l'artisanat alimentaire, etc.), et leur revenu (le revenu mensuel de la majorité est inférieur à 25 000 FCFA), il faut le rappeler, ne permet pas de couvrir les dépenses de leur famille. Alors que les prix de certaines denrées alimentaires sur les marchés connaissent une importante fluctuation cette dernière décennie (Dofini D. A., 2018). Par exemple, les prix des denrées alimentaires, en l'occurrence la majeure partie des denrées de premières consommations, ont légèrement connu des hausses de 2016 à 2017 (tableau II).

A la fluctuation du prix des céréales s'ajoute celle de l'eau. D'une manière générale, une importante fluctuation du prix de l'eau est observée dans les quartiers non-lotis de Ouagadougou. De façon particulière, la ressource devient rare et chère à Polesgo. Ainsi, les chercheurs d'eau, non seulement parcourent de longues distances pour s'en approvisionner (1 à 5 km), mais passent parfois des jours entiers autour des points d'eau ; ce temps

d'attente peut atteindre 20 heures en période de pénurie, surtout en avril où l'on observe au moins une coupure par jour (photo 1).

Tableau II : Prix moyen des vivres sur le marché de Polesgo (en FCFA)

Spéculations	Prix du kg en 2016	Prix du kg en 2017
Maïs	112,5	137,5
Petit mil	200	237,5
Sorgho blanc	106,25	150
Niébé	312,5	262,5

Source : Enquête de terrain, septembre 2017.

Photo 1 : File d'attente à un point d'eau



Cliché : Rouamba S., mai 2014.

Un difficile accès à l'eau dans les quartiers non-lotis, qui confirme les propos des populations de ces quartiers : les problèmes d'eau persistent toute la saison sèche jusqu'au début des pluies. A cette période, des femmes ne dorment quasiment plus dans les foyers, mais plutôt aux bornes fontaines et forages.

Ainsi, la corvée d'eau devient une activité à part entière au détriment des activités génératrices de revenus à Polesgo. Qui plus est, le prix de l'eau dévient exorbitants pour des ménages pauvres : chez les revendeurs, il varie de 250 à 300 FCFA le fût de 200 litres en période normale (juillet à février),

contre 500 à 2000 FCFA en temps de pénurie (mars à juin). Ainsi, entre la période normale et celle de pénurie, le prix de l'eau chez les revendeurs a été multiplié par 5 à Polesgo (Rouamba S., 2017). Cette fixation arbitraire et incontrôlée du prix de l'eau dans les quartiers précaires à la périphérie des grandes villes comme Ouagadougou, montre que les réflexions sur le prix de l'eau, les capacités à payer des ménages et l'accès des plus pauvres à un service devenu payant, n'ont pas encore abouti à des propositions viables sur les plans économique et social (Baron C. *et al.*, 2011). Cette situation justifie les difficultés qu'ont les populations à se défaire de l'insécurité alimentaire. C'est ce qui amène les auteurs Lesauvage S. (1997), Maxwell D. *et al.* (2000) et Briand V. (2001) à dire que la précarité et la situation professionnelle des chefs de ménages, caractérisent les familles vulnérables à l'insécurité alimentaire en milieu urbain.

Cette insécurité alimentaire est encore aggravée à Polesgo, car les populations sont majoritairement des migrants (74,2 %) et cela n'avantage pas le renforcement de l'assistance et l'entraide sociale dans ce quartier. Ainsi, l'insécurité alimentaire dans ce quartier de la ville de Ouagadougou est une réalité car l'analyse des indicateurs d'insécurité selon la méthode FANTA (Technique d'Assistance en Nutrition et Alimentation) l'illustre.

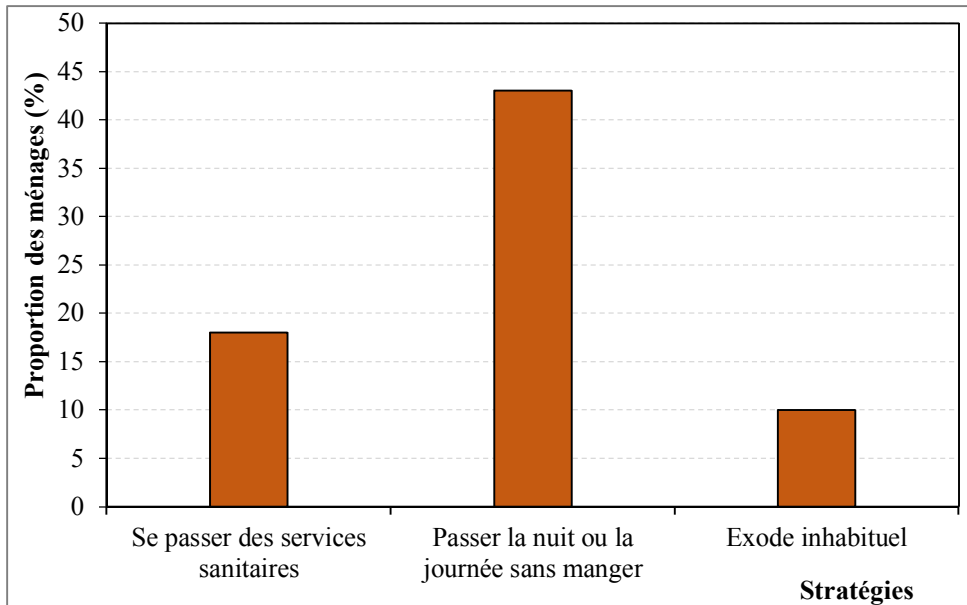
2.4. Les stratégies d'adaptation à l'insécurité alimentaire à Polesgo

Face à cette insécurité alimentaire, des stratégies d'adaptation sont développées par les populations, il s'agit notamment de l'élevage (30,8%), des activités génératrices de revenus, des mesures restrictives dans les dépenses familiales (priorisation des charges). Ainsi, l'élevage constitue une forme d'épargne sur pied adoptée par certains ménages pour faire face à la question de l'accessibilité alimentaire. Cet élevage concerne principalement la volaille ainsi que des ovins et des caprins. Tout comme l'élevage de la volaille, cet élevage d'ovins et de caprins constitue un mécanisme d'assurance pour l'achat des céréales si la crise n'est pas aigüe. Cette activité constitue donc pour les ménages, une alternative aux contraintes financières qui limitent l'accès aux denrées alimentaires. Les populations font recours aux banques de céréales à prix social mis en place par le gouvernement (120 FCFA le kg contre 180 FCFA le kg chez les commerçants). Malheureusement, les populations n'y ont pas tout le temps accès pour des raisons de rupture de stocks. Ce qui amène certains ménages à recourir à l'emprunt financier (14%) et l'emprunt céréalier (4%) pour remédier à leur déficit alimentaire.

Parfois, face aux difficultés accrues d'accès à l'alimentation, les populations sont obligées de se passer des services sanitaires au profit des besoins alimentaires. C'est une forme de résilience développée à Polesgo par

18% des ménages, notamment les plus pauvres. Le jeûne alimentaire, la migration temporaire pratiqués respectivement par 43% et 10 % des ménages, sont aussi des stratégies d'adaptations utilisées par la population de ce quartier informel (figure 2).

Figure 2 : Pratique des stratégies non alimentaires par les ménages



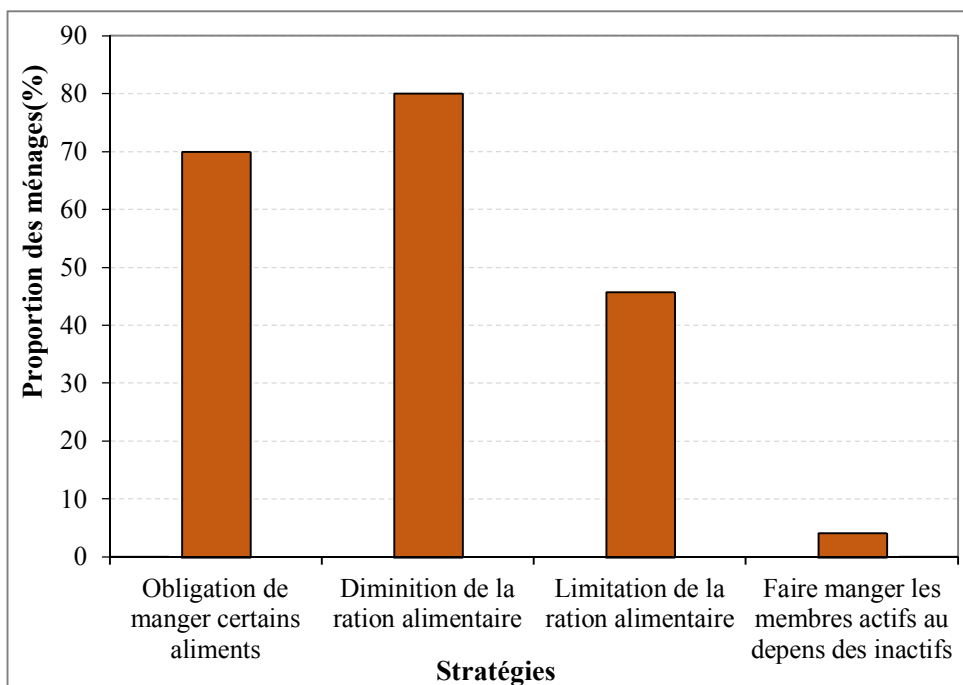
Source : Enquête de terrain, août 2017.

Certaines stratégies de consommation alimentaire sont aussi observées dans les ménages. Il s'agit de l'obligation de manger certains aliments moins préférés, de la diminution de la ration alimentaire, de la limitation de la consommation des adultes au profit des petits, de l'alimentation des membres actifs du ménage aux dépens des inactifs et de l'achat de nourriture à crédit (figure 3). En effet, la consommation de certains aliments tels que le son des céréales, les espèces végétales sauvages, etc., dont 70 % des ménages enquêtés affirment avoir fait recours, ne devient un indice d'insécurité alimentaire qu'en cas d'obligation.

Aussi, 80 % ménages en période d'insécurité alimentaire adoptent comme stratégie, la diminution de la nourriture et de la variété de l'alimentation. Certains ménages (45,8%), limitent la consommation alimentaire des adultes au profit des plus petits en période de pénurie alimentaire. Dans certains cas (minoritaires), la stratégie qui consiste à faire manger les membres actifs du ménage aux dépens des inactifs est utilisée. Cette pratique concerne surtout le petit déjeuner et est généralement adoptée par les ménages agricoles (4,2 % des personnes enquêtées) en période des travaux champêtres.

LES DÉTERMINANTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS INFORMELS OUAGALAIS

Figure 3 : Pratique des stratégies alimentaires par les ménages



Source : Enquête de terrain, août 2017.

En somme, les stratégies de résiliences utilisées par les ménages sont diversifiées et dépendent de leur niveau d'insécurité. Ainsi, la stratégie de survie de niveau 1 est pratiquée par tous les ménages à risque ou en insécurité alimentaire à Polesgo. Cette stratégie qui regroupe donc la diminution de la quantité du repas et la consommation des aliments inhabituels est pratiquée respectivement par 53% et 47 % ménages de ce quartier. C'est une stratégie qui présente un risque faible sur la dégradation des moyens de subsistance. La stratégie de niveau 2 quant à elle, mobilise les ménages en insécurité alimentaire. Elle concerne l'achat de la nourriture à crédit et l'exode inhabituel, pratiqués par 18 % et 10% des ménages. En effet, l'exode ne devient un indicateur d'insécurité alimentaire que lorsqu'il est inhabituel. Cette stratégie consiste à envoyer certains membres du ménage dans les villages, villes ou même à l'étranger pour la quête des ressources financières ou en nature pour subvenir aux besoins du ménage. Le 3^e niveau concerne les ménages en insécurité alimentaire qui réduisent la consommation des adultes au profit des enfants (45,8%) et font manger les actifs au détriment des inactifs (4,2 %).

Cette stratégie de 3^e niveau préserve les conditions de vie des enfants et des actifs, par contre, elle dégrade celles des adultes et des inactifs. Ce qui montre que l'insécurité alimentaire est différemment vécue à l'échelle des ménages (Dofini D. A., 2018). Le dernier niveau de stratégie, le niveau 4, est

celui de la détresse : la vente des biens de production, se passer des services sanitaires, passer la nuit ou la journée sans manger. A Polesgo, 69 % des ménages passent la nuit ou la journée sans manger et 31 % se passent des services sanitaires en temps d'insécurité alimentaire.

Toutefois, ces différentes mesures d'adaptation restent non seulement ponctuelles et récurrentes, mais aussi et surtout tributaires des situations financières précaires des ménages. Ces résultats justifient ceux de Padilla M. (1997) qui révèle que les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire se concentrent le plus souvent dans des zones périurbaines ignorées par les autorités locales.

CONCLUSION

L'étude portant sur l'accessibilité alimentaire en milieu urbain plus précisément dans le quartier Polesgo de Ouagadougou, a abouti à l'identification d'un certain nombre d'indicateurs de l'insécurité alimentaire, mais également à la production d'une évaluation des niveaux des stratégies alimentaires. Cette dernière a permis de hiérarchiser les différents niveaux de vulnérabilité de la zone. L'analyse des items de l'insécurité alimentaire de la FAO, fait ressortir que les 3/5 des ménages vivent une insécurité alimentaire. L'étude a également montré que les causes de cette insécurité alimentaire sont à la fois conjoncturelles et structurelles. Cependant, la quasi-totalité des chefs de ménages affirme que ce phénomène s'est surtout aggravé ces dernières années par l'affaiblissement des anciens mécanismes villageois de prévention et de gestion de risques mais également avec la transformation de leur environnement spatial. Cette situation met les populations dans une grande vulnérabilité et entraîne une forte décapitalisation des ménages.

Face à cette insécurité alimentaire, les populations ont recours à plusieurs stratégies sous diverses formes : économiques, alimentaires ou non alimentaires. Il ressort à la suite de l'analyse de ces stratégies, qu'elles demeurent déficientes au regard des différents degrés de risque d'exposition des populations. Il paraît donc urgent de sortir de cette spirale d'insécurité et de vulnérabilité alimentaire qui exposent les communautés de Polesgo à des risques tant environnementaux que sanitaires. Les possibilités de développement de la localité existent, mais elles doivent se traduire par un meilleur ciblage des interventions et des stratégies compatibles avec cette zone. En définitive, l'analyse des indicateurs de l'insécurité alimentaire et des stratégies d'adaptation permettent, soit un suivi particulier de ce phénomène et de sa vulnérabilité, soit une approche structurelle permettant une meilleure approche des causes de cette vulnérabilité.

LES DÉTERMINANTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS INFORMELS OUAGALAIS

BIBLIOGRAPHIE

ANNE (S.) et PAULA (B.), 2006. *Score de Diversité alimentaire des Ménages (SDAM) pour la mesure de l'accès alimentaire des ménages : Guide d'indicateurs*, 14 p.

ANNE (S.) et PAULA (B.), 2007. *Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) for Measurement of Household Food Access : Indicator Guide (v. 3)*. Washington, D.C.: Food and Nutrition Technical Assistance Project, Academy for Educational Development, 27 p.

BANQUE MONDIALE 2017. *Rapport sur l'urbanisation en Afrique : pour soutenir la croissance il faut améliorer la vie des habitants et des entreprises dans les villes*. <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release20170209world-bank> (Consulté le 29/10/2018).

BARON (C.) et TIDJANI ALOU (M.), 2011. « L'accès à l'eau en Afrique subsaharienne : au-delà des modèles, une pluralité d'innovations locales », in *Mondes en développement*, vol. 3, n°155, pp. 7- 22. (<http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2011-3-page-7.htm>).

BRIAND (V.), 2001. *L'insuffisance du concept de pauvreté pour comprendre l'insécurité alimentaire urbaine. Analyse dans le cas de Bouaké en Côte d'Ivoire*. Colloque Universités, coopération et solidarité internationales, Pauvreté et développement durable, Université Montesquieu-Bordeaux IV-Unesco, Paris, 22 p.

CARINE (F.), 2017. *Les non lotis de Ouagadougou*. <http://www.rfi.fremission20170529-non-lotis-ouagadougou.docx> (consulté le 29/10/2018).

CILSS., 2008. *Mesure de la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain sahélien : Résultats de l'étude de Ouagadougou*, rapport, 18 p.

DOFINI (D. A.), 2018. *Insécurité alimentaire en zone urbaine informelle : cas du quartier Polesgo de Ouagadougou au Burkina Faso*. Mémoire de master en géographie, Université Joseph KI-ZERBO, 101 p.

FAO, (1999). *La sécurité alimentaire urbaine et la commercialisation des aliments : un défi lancé aux villes et aux collectivités locales*. Rome, 22 p.

FAO, 2006. *Sécurité alimentaire*. Notes d'orientation n° 2 juin 2006, Division de l'économie agricole et du développement (ESA) de la FAO, Pays-Bas, Food and Agriculture Organization, 4 p.

FAO, 2015. *Vue d'ensemble régionale de l'insécurité alimentaire en Afrique : Des perspectives plus favorables que jamais*, Accra, Food and Agriculture Organization, 39p.

GHERSI (G.), 2005. *Nourrir 9 milliards d'hommes. AGROPOLIS-MUSEUM*, Paris, 152p. <http://www.rfi.fremission20170529-non-lotis-ouagadougou.docx> (consulté le 29/10/2018).

INSD, 2008. *Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 2006. Résultats définitifs*, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'Économie et des Finances, 52 p.

JANIN (P.), 2006. « La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens : concepts, échelles et enseignements d'une recherche de terrain », in *L'Espace géographique* n°4 (Tome 35), pp. 355-366.

JANIN (P.), 2015. « Nouvelles analyses des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest », Paris, 21p.

LESAUVAGE (S.), 1997. *Mise au point d'outils pour le rappel des 24 heures en milieu urbain sénégalais*. ORSTOM, Mémoire DESS, Nutrition et Alimentation dans les Pays en Développement, Université de Montpellier II, 50p.

MAXWELL (D.), LEVIN (C.), ARMAR-KLEMESU (M.), RUEL (M), MORRIS (S.) et AHIADKEKE (C.), 2000. *Urban livelihoods and food and nutrition security in greater Accra, Ghana*. IFPRI, *Research Report*, n°112, Washington, D. C., 172 p.

OUÉDRAOGO (F. C.), 2006. *La vulnérabilité alimentaire au Burkina Faso*. Éditions Harmattan, Col. Etudes Africaines, Paris, 226p.

OUÉDRAOGO (F. C.), 2010. « La vie chère au Burkina Faso : stratégies de lutte à terme contre les crises alimentaires » in IGUÉ (O. J.), FODOUOP (K.) et ALOKO-N'GUESSAN (J.), (dirs). *Maîtrise de l'espace et développement*. Vol. 5, Karthala, Paris, pp. 321-350.

PADILLA (M.) 1997. *La sécurité alimentaire des villes africaines : le rôle des SADA*. Actes du séminaire sous-régional FAO-ISRA « Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone », Dakar, 46 p.

ROUAMBA (S.) 2017. *Variabilité climatique et accès à l'eau dans les quartiers informels de Ouagadougou*. Thèse de doctorat unique en géographie, université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, 445 p (tome 1 + tome 2).